

Le 14 avril 2012

CGT Finances Publiques
263 rue de Paris
Case 450 ou 451
93514 MONTREUIL Cedex

Monsieur,

Comme tous les services publics, les Finances ont subi les attaques du gouvernement et je vous rejoins dans la dénonciation de cette situation.

La RGPP a été un sabotage du service public, aux dépens des salariés des secteurs touchés, et aussi de la population qui perd des services de proximité tels que les impôts. Le regroupement en vue d'une pseudo rationalisation n'est qu'une duperie pour supprimer des postes de fonctionnaires.

Il faut recréer les emplois supprimés, cesser ces attaques contre le statut des fonctionnaires, trop souvent remplacés – quand ils le sont – par des emplois précaires. Il faut augmenter les salaires et, surtout, obtenir leur indexation sur la hausse réelle du coût de la vie. Voici quelques-uns des points que je défends dans mon programme.

Les salariés n'ont évidemment rien à attendre de ce gouvernement au service des grands patrons. Mais François Hollande ne propose pas de revenir sur toutes les prétendues « réformes » qui ne sont que des attaques contre le monde du travail. S'il parle de recréer sur cinq ans 60 000 postes d'enseignants, ce sera à effectifs constants dans la fonction publique, donc il continuera les suppressions de postes dans les autres services, y compris les Finances.

Les travailleurs ne pourront faire l'économie d'une lutte. Quel que soit le futur locataire de l'Élysée, il leur faudra renouer avec les traditions de lutte de la classe ouvrière, car ce n'est que par une mobilisation massive et déterminée qu'ils obtiendront une amélioration de leur sort.

Avec mes cordiales salutations,

Nathalie Arthaud

